attac

Grain de Sable n° 459

10 mars 2004

LIBRE-ECHANGE

Dans ce numéro

1. Les effets du Traité de libre-échange de l'Amérique du Nord (ALENA), vus par un congressiste des Etats-Unis
(par Bernie Sanders)
A la suite d'un récent voyage au Mexique, Bernie SANDERS, représentant du Vermont, publie dans The Nation du 2 février son point de vue sur l'ALENA et sur le libre-échange.
(Traduction Denise Mendez)

2.- Brèves d'OMC
(par Gérard Surdez)
Des signes de reprise des discussions agricoles - Les Accords de Partenariat Economique entre l'UE et les pays ACP favorisent-ils le développement ? - Genève après Cancun ? -Deux poids, deux mesures - La Convention sur la Biodiversité des Nations-Unies "vendues" à l'OMC - Les organisations de la société civile s'opposent à l'Accord de libre-échange avec l'Amérique Centrale - OGM : Les USA attaquent l'UE devant l'ORD :

1.- **Les effets du Traité de libre échange de l'Amérique du Nord (ALENA), vus par un congressiste des Etats-Unis**

A la suite d'un récent voyage au Mexique, Bernie SANDERS, représentant du Vermont, publie dans The Nation du 2 février son point de vue sur l'ALENA et sur le libre-échange.
(Traduction Denise Mendez)

Impressions de voyage.

Au mois de novembre dernier, en compagnie de six autres membres du Congrès j'ai fait une visite au Mexique. Nous avons trouvé une terrible pauvreté, un environnement dégradé et beaucoup de corruption. Nous avons parlé avec des mères qui n'avaient pas les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école, des travailleurs licenciés pour avoir voulu fonder un syndicat et des travailleurs sociaux qui s'efforçaient de protéger de jeunes femmes contre les viols et assassinats qui se produisaient à Ciudad Juarez (dire où c'est...) juste à la frontière en face de El Paso. Nous avons aussi rencontré des gens pleins de courage et de ténacité. Dans la "colonia" ANAPRA (dire ce qu'est une "colonia"), près de Juarez nous avons visité la masure délabrée d'une jeune mère: une ampoule électrique, un sol de terre et aucune possibilité de soin pour son enfant malade. Situation banale dans cette communauté où s'amassent des dizaines de milliers de mexicains qui ont quitté le Sud du pays ou d'autres régions plus pauvres en quête d'une vie meilleure. A mesure que ce flot de gens arrive dans la région de Juarez à la recherche d'un emploi
dans les maquiladoras, les infrastructures se dégradent et la qualité de vie dejà médiocre se détériore encore. Dans un centre de santé de la zone on nous a dit que la plupart des maladies qu'on traitait étaient le résultat de la malnutrition.

Dans un foyer voisin, une autre mère exprimait des craintes pour la sécurité de sa fille ainée qui devait faire un parcours d'une heure trente pour travailler dans une maquiladora- (c'est quoi???)pour un salaire de 35 dollars par semaine. (les maquiladoras préfèrent engager des femmes, pensant qu'elles sont moins portées à se battre pour améliorer leurs pauvres salaires et leurs conditions de travail).
La mère se demande si sa fille rentrera à la maison saine et sauve ou bien si elle deviendra une autre 'disparue" dont on retrouve le corps dans le désert. Des fonctionnaires judiciaires du Texas nous ont affirmé qu'à Juarez la police et les fonctionnaires étaient corrompus. Un haut responsable judiciaire des Etats-Unis, nous a raconté qu'il ne pouvait pas franchir la frontière mexicaine par crainte d'être tué.

Dans la ville de Puebla, nous avons rencontré des ouvriers du textile dans une maquila qui fabrique des blue jeans pour l'exportation aux Etats Unis. Ils avaient cru avoir certains droits dans leur travail comme le paiement des heures supplémentaires. Ils avaient également demandé une protection contre les produits chimiques qui colorent leurs mains et leurs cheveux, et, lorsqu'ils avaient essayé de former un syndicat indépendant pour négocier leurs revendications, ils avaient été licenciés sur le champ... (au Mexique, presque tous les syndicats sont des syndicats "officiels" autorisés par le gouvernement et sponsorisés par les entreprises. Ils ne font rien pour défendre les intérêts des travailleurs). A Puebla nous avons aussi rencontré le leader de l'un des rares syndicats indépendants du pays, Jose Luis Rodriguez Salazar, secrétaire général du syndicat indépendant des travailleurs de Volkswagen. Son syndicat avait réussi, dans des circonstances difficiles à négocier un contrat fixant le salaire de la plupart des travailleurs à 25 dollars par jour, ce qui est un très bon salaire au Mexique. Mais en ce moment le syndicat se bat contre les "dégraissages" et redoute que dans les années à venir la délocalisation de l'industrie automobile vers des pays dont le coût de main d'oeuvre sera encore plus bas.

A la campagne nous avons rencontré des agriculteurs qui ont été ruinés par

l'importation de maïs subventionné des entreprises d'agro-business des Etats Unis. Depuis l'entrée en vigueur du NAFTA (rappeler ce que c'est...) le secteur agricole mexicain a perdu plus de 1,3 millions d'emplois. Dans la communauté que nous avons visitée, il n'y avait presque aucun jeune travailleur. La plupart ont émigré vers les villes ou aux Etats Unis comme travailleurs illégaux. . Dans un effort pour obtenir un prix décent pour leur maïs, quelques agriculteurs ont créé une coopérative dans laquelle la maïs national est transformé en tortillas qui sont vendues dans les villes. Tout en conservant un optimisme prudent à l'égard de leur entreprise, ils se montraient désolés par la destruction du mode de vie qui avait été celui de leurs familles pendant des siècles.

Bienfaits du libre-échange?

Au Congrès des Etats Unis il se passe quelque chose de drôle au sujet de la politique commerciale.
Comme le NAFTA a abouti à la perte par les Etats Unis de 900 000 emplois industriels correctement payés, de plus en plus de membres du Congrès démocrates et républicains, pensent qu'il est difficile de défendre le libre échange sans restriction. Je connais de nombreux représentants qui ont voté en faveur du NAFTA et pensent que c'était une erreur. Je ne connais pas de représentant qui regrette d'avoir voté contre. Il est intéressant de noter que depuis que j'ai proposé une loi pour abroger le PNTR (permanent normal trade relations) avec la Chine , 15 républicains sont venus se joindre aux 42 démocrates pour appuyer le texte.

Le Congrès est face à une triple tâche: premièrement, nous devons imposer un moratoire à toute négociation de libre-échange par le président. Pourquoi aggraver une situation dejà aussi mauvaise ?
Non à la FTAA (free trade area of the americas), non à l'accord de libre-échange avec l'Australie, non au CAFTA accord de libre échange avec l'Amérique centrale), non aux accords de libre échange bilatéraux. Deuxièmement, nous devons mettre fin aux accords existants qui provoquent une hémorragie d'emplois - c'est le cas du NAFTA et du PNTR avec la Chine . Troisièmement, nous avons besoin d'un débat national et d'une législation appropriée pour élaborer une politique commerciale favorable à l'Américain moyen autant qu'à nos partenaires commerciaux à travers le monde.

Le libre échange incontrôlé a été un désastre non seulement pour les américains mais également pour les travailleurs du Mexique et du Canada. Nous avons maintenant une tâche importante et difficile ; construire une coalition de syndicalistes, écologistes, petits entrepre-neurs industriels qui fasse passer les intérêts du peuple avant la recherche de profit des grandes entreprises. Dans cette coalition doivent entrer les employés et les ingénieurs qui voient leur emploi s'en aller vers les pays à bas salaire.

Si nous nous rassemblons nous pouvons mettre au point une politique commerciale qui développe la classe moyenne de ce pays, protège l'environnement international et améliore le niveau de vie des pauvre des pays en développement. Ensemble, nous pouvons et nous devons arrêter la course désastreuse vers le bas à laquelle nous participons en ce moment.

BERNIE SANDERS

2.- Brèves d'OMC
(par Gérard Surdez)

Des signes de reprise des discussions agricoles :
Les acteurs principaux que sont dans ce domaine les USA, l'UE et le G20 ont semblé donner de signes pour s'engager à nouveau dans les discussions avec une volonté de compromis. Le nouveau Président du Comité de l'Agriculture a prévu la première réunion

de négociation de l'après Cancun entre les 22 et 26 Mars prochain.

Pendant ce temps les USA cherchent à tenir un rôle actif pour sortir les discussions de l'impasse, à l'opposé de la position qu'ils avaient adoptée avant Cancun. Leur représentant, R. Zoellick a déclaré que si l'UE et le G10 (ceux qui ont une position protectionniste de leur secteur agricole comme le Japon, la Suisse et la Norvège) acceptaient d'éliminer leurs subventions agricoles, les USA pourraient accepter d'éliminer de leurs crédits à l'exportation la partie ayant un aspect de subvention et de réglementer leurs programmes d'aide alimentaire. Il a renouvelé sa proposition d'éliminer la boite bleue (soutien partiellement découplé lié à des programmes de limitation de production). Il s'est demandé si l'UE pourrait en faire autant. Dans le texte commun avec l'UE, avant Cancun, les USA avaient apporté leur soutien au maintien de la boite bleue. P.Lamy a salué l'initiative US tandis que le Commissaire européen à l'agriculture, F.Fischler, critiqua la forme choisie par Zoellick qui donnait l'impression que la seule pré condition pour parachever les conversations agricoles serait que l'Europe élimine son programme de subventions à l'exportation. Elles ne devraient pas seulement être axées sur ces subventions mais aussi sur les crédits à l'exportation, les sociétés commerciales d'Etat et la dispersion des surplus à travers l'aide alimentaire, systèmes de concurrence à l'export que n'utilisait pas l'UE mais les USA, le Canada et l'Australie. Néanmoins des signes récents montrent que l'UE pourrait se montrer plus souple qu'avant Cancun. Lamy a indiqué pour la première fois que l'UE devrait se préparer à l'élimination des subventions agricoles à l'export.

Une réunion informelle sur les négociations agricoles s'est tenue mi Février entre des représentants du G20 et de l'UE. Il n'y a pas été constaté d'avancées substantielles. L'UE a continué à offrir d'éliminer les subventions sur les produits d'intérêt pour les PED mais n'a pas caché que cette offre ne s'appliquait pas pour l'instant au sucre, produits laitiers et au bœuf. Les principaux membres du G20 auraient indiqué qu'ils pourraient accepter la demande de l'UE d'accorder aux grands pays en développement exportateurs agricoles un traitement spécial et différencié moindre qu'aux autres PED.

Un réunion s'est également tenue fin février entre les exportateurs agricoles du groupe de Cairns qui regroupe 8 PED du G20. Le groupe de Cairns qui avait été moins actif depuis l'émergence du G20 a décidé de revenir à une collaboration plus étroite entre ses membres. Les divergences les plus apparentes entre les deux groupes ont trait à l'accès au marché, où le groupe de Cairns appelle à une ouverture au marché sensiblement plus importante que ce soit dans les pays développés ou les PED alors que des pays comme l'Inde, le Pakistan ou l'Afrique du Sud n'accepteraient que des engagements beaucoup moins ambitieux que ceux demandés aux pays développés. Dans son communiqué final le groupe de Cairns reconnaît que les PED doivent se voir accorder des mesures spéciales permettant" de prendre en compte les défis auxquels ils ont à faire face, tels que la sécurité alimentaire et le développement rural".

En outre, fin Février, la CNUCED rendait public un rapport intitulé "Développement Economique en Afrique; Performances commerciales et dépendance aux produits de base". Il conclut qu'au vu des trente dernières années, les marchés seuls ne peuvent apporter de solution à la dépendance aux produits de base. Il y a certes des similitudes avec les économies nouvellement industrialisées mais le contexte international a changé depuis : les pays africains doivent agir dans le cadre de l'OMC qui limite l'usage de procédés employés alors par les économies nouvellement industrialisées pour leur développement.

Il paraît intéressant d'ajouter qu'au cours de la réunion préparatoire à la XIe Conférence de la CNUCE qui se tiendra à Sao Paulo mi Juin 2004, les représentants de la société civile se sont inquiétés du danger de réduction excessive du mandat de la CNUCED et en particulier des tentatives de reformuler

un texte visant à lui attribuer un rôle plus important de conseiller dans les politiques suivies par les PED, tentatives émanant des USA, de l'UE et du Canada. Le représentant de "Third World Network" a parlé d'efforts concertés " pour ruiner l'indépendance et l'intégrité des travaux de la CNUCED"

Les Accords de Partenariat Economique entre l'UE et les pays ACP favorisent-ils le développement ? :

C'est la question que se sont posés de nombreux parlementaires des pays ACP lors de la réunion conjointe qu'ils ont tenu à Addis Ababa avec leurs homologues européens mi février. Un parlementaire de l'UE, a affirmé que le commerce allait accroître les disparités de revenus entre les pays. Un autre a rappelé le protectionnisme sectoriel temporaire de Taïwan et de la Corée pour soutenir leurs industries naissantes et mis en doute l'assertion selon laquelle les économies des pays ACP n'avançaient pas en raison de leur protectionnisme.

Genève après Cancun ?

Zoellick soutenu par l'UE a proposé de tenir une mini conférence ministérielle à Genève cet été pour se mettre d'accord sur un cadre de négociations. "Notre but est d'essayer de faire cet été ce que nous n'avons pu réaliser à Cancun". Lamy a déclaré de son côté qu'il voyait une "fenêtre" pour reprendre les négociations de Doha d'ici à août prochain. Mais beaucoup de négociations estiment cette tenue prématurée, sauf à ce qu'il y ait
auparavant accord sur les principaux sujets entre USA, UE et G20. Plusieurs délégués ont reconnu qu'il ne fallait pas s'attendre à de grands progrès avant les vacances d'été, l'UE devant nommer une nouvelle commission en novembre et les USA étant largement occupés par les élections présidentielles de l'automne prochain.

Deux poids, deux mesures :

Devant le Comité du Commerce et Développement, le Kenya a de nouveau abordé le problème des prix des denrées de base en chute continue. La plupart des PED lui ont apporté leur soutien. Les USA ont mis en garde contre le fait que l'OMC intervienne dans des sujets non commerciaux et ont estimé que le problème était plus une question se rapportant au marché qu'à une régulation de l'offre. L'UE a souligné l'importance de vérifier les dégâts dans les pays qui les subissent.

Dans leur intervention, l'Ouganda et la Tanzanie ont rappelé les appels à la "diversification" émis par certains membres et remarqué que la même importance n'était pas donnée à l'élimination des différents obstacles à l'accès au marché auxquels devaient faire face les PED.

La Convention sur la Biodiversité des Nations-Unies "vendues" à l'OMC :

Au cours de la 7e Conférence des Parties qui s'est tenue en février en Malaisie, un grand nombre de représentants de la société civile ont déploré que la Convention se soit vendu à l'OMC, demandant que les sujets en relation avec cette organisation soient retirés du champ des discussions de la Convention.

Les organisations de la société civile s'opposent à l'Accord de libre-échange avec l'Amérique Centrale :

G.W Bush a indiqué son intention de signer l'accord de libre-échange négocié avec 5 Etats d'Amérique centrale. Dans une lettre qu'ils ont envoyée aux membres du Congrès, une coalition d'organisations de la société civile a critiqué les règles de ce traité permettant aux investisseurs de s'opposer devant les tribunaux interna-tionaux aux lois nationales environ-nementales et ses normes de sécurité alimentaire jugées "inadéquates". L'industrie US sucrière, qui craint les conséquences négatives d'une augmentation des importations, s'est également élevée contre l'accord.

OGM : Les USA attaquent l'UE devant l'ORD :

Les USA, l'Argentine et le Canada ont demandé la mise en place d'un panel pour juger de leur plainte contre le maintien du moratoire européen sur les OGM. Ils estiment

que les obstructions ou l'interdiction d'importation d'OGM sont illégales et scientifiquement non fondées, les variétés dont il s'agit étant parfaitement sûres. L'UE a répliqué pour dire qu'elle avait accordé des autorisations de mise sur le marché pour 18 OGM, et que 20 autres, dont le blé et le coton Roundup Ready de Monsanto, étaient en cours d'approbation.

La Chine a accordé à titre temporaire des permis sanitaires à Monsanto pour l'importation de produits agricoles à base d'OGM (dont graines de soja, coton et maïs) dans le but de reconstituer ses stocks après plusieurs années de récoltes déficitaires. La Chine qui reste circonspect sur l'utilisation des OGM dans la consommation humaine, a déjà investi des milliards en Recherche et Développement dans le coton transgénique et étudie les demandes de DuPont, Dow AgroSciences (filiale de Dow Chemical), Syngenta et Bayer.

.

****

coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.